



Pierre-Yves Le Borgn

député des Français de l'étranger
circonscription Allemagne, Europe centrale et orientale

actualité **Office Européen des Brevets : à quand la sortie de crise ?**
4 mars 2015

Il y a bientôt un an, je faisais part sur mon site ([lire ici](#)) de mes multiples initiatives en réponse aux sollicitations et appels de nombreux agents de l'Office Européen des Brevets (OEB) concernant la détérioration inquiétante des relations sociales au sein de leur organisation. Je ne m'étais plus exprimé publiquement depuis lors, tentant néanmoins par des courriers, conférences téléphoniques, rendez-vous et autres visites auprès du gouvernement français comme de la présidence de l'OEB de contribuer à la recherche d'une solution qui mette un terme à la crise objective que traverse l'organisation. Le mois passé, me rendant à Munich, j'ai été reçu durant près de deux heures en tête à tête par le Président Benoît Battistelli, que je remercie. J'ai aussi rencontré plusieurs agents à leur demande, ensemble ou individuellement. Ces agents, comme ceux qui m'ont écrit, m'ont tous fait part du risque qu'ils prenaient à échanger avec moi, me priant instamment de ne pas révéler leur identité par peur de sanctions disciplinaires à leur rencontre.

Je ne conçois pas et accepte encore moins que l'échange avec un parlementaire puisse se traduire par des menaces, des sanctions, voire une carrière professionnelle brisée. Derrière l'agent, il y a le citoyen. Tout cela est symptomatique, malheureusement, d'un climat social délétère. Je connais le monde des entreprises pour y avoir passé plus de 20 années de ma vie. Je sais que les relations sociales peuvent parfois être difficiles. Pour autant, je sais aussi qu'une sortie de crise demande de part et d'autre une volonté commune de comprendre les difficultés rencontrées et de trouver ensemble les moyens du rebond. La clé est là. J'ai la conviction qu'une organisation opérant dans une atmosphère aussi détériorée, marquée par la peur et la suspicion, et sans autre horizon que l'opposition de bloc à bloc, dans l'espoir que l'une des parties finisse à la longue par plier, est une organisation condamnée à ne pas tenir ses objectifs. Cette perspective ne peut constituer l'avenir de l'OEB, dont le rôle pour l'économie européenne, l'innovation et l'emploi est plus que jamais essentiel.

De retour de Munich, j'ai contacté le Ministre de l'Economie Emmanuel Macron et lui ai fait part de mon sentiment. Comme également d'une série de propositions. Je n'avais pas à l'origine envisagé de communiquer publiquement. C'est l'arrêt de la Cour d'appel de La Haye du 17 février dernier et les développements qui ont suivi qui m'ont fait changer d'avis. Il est en effet inédit ou presque que l'immunité

d'une organisation internationale soit levée en justice. Comment ne pas être ébranlé quand une Cour aussi importante et prestigieuse estime que la défaillance du système de résolution des conflits au sein de l'OEB se traduit par une réduction inacceptable des droits fondamentaux consacrés par la Convention européenne des droits de l'homme, conduisant ainsi à la levée de l'immunité de l'organisation ? Pareil jugement mériterait à tout le moins, au regard de ses attendus comme de ses conséquences, un débat des Etats membres réunis au sein du Conseil d'administration. Rien de cela. J'ai été stupéfait d'apprendre que le Président de l'OEB avait annoncé au personnel que l'organisation ne se soumettrait pas à l'arrêt de la Cour.

Il est temps pour les Etats membres de reprendre la main. La légitimité d'une organisation internationale, et l'OEB ne fait pas exception, repose sur eux. Lorsque l'on a perdu l'immunité de juridiction, il est vain d'invoquer en désespoir de cause l'immunité d'exécution. L'OEB souffre depuis des années d'une carence de gouvernance, imputable au désintérêt progressif des Etats membres pour tous les sujets relevant, peu ou prou, de la séparation des pouvoirs et des règles élémentaires de *checks and balances*, en particulier en matière d'audit et de contrôle interne. Voilà 15 ans que la conférence interministérielle prévue par le statut de l'organisation ne s'est plus réunie. La situation présente rend urgent d'en tenir une dans un avenir proche. Au demeurant, pareille réunion devrait pouvoir se tenir tous les 2 ans. La conférence fixerait le cadre de l'action de l'OEB et en confierait le contrôle au Conseil d'administration. Le pouvoir des grands Etats pourvoyeurs de brevets devrait par ailleurs être renforcé, en rompant avec la règle un Etat – une voix pour aller vers une pondération des voix. Et pour que le Conseil d'administration joue activement son rôle, un régime d'incompatibilité devrait être mis en place pour que l'exercice de la présidence du Conseil d'administration soit incompatible avec une candidature à la présidence de l'OEB.

Pour sortir de la crise actuelle, un audit social indépendant est nécessaire. C'est aux Etats membres d'en définir le champ et d'apprécier le contenu décisionnel qu'il conviendra d'accorder aux recommandations des auditeurs. L'avenir de l'OEB en dépend. Il ne s'agit pas ici d'une question de personnes ni d'un référendum sur la pertinence de la démocratie sociale. Une organisation, pour vivre, a besoin de concorde, de dialogue et de décisions comprises, partagées et acceptées. Telles sont, en amont de la réunion du Conseil d'administration de l'OEB des 25-26 mars, les positions et suggestions que je me suis permis, comme parlementaire, de porter à l'attention du gouvernement français.

European Patent Office: When will the Crisis end?

<http://www.pyleborgn.eu/2015/03/office-europeen-des-brevets-a-quand-la-sortie-de-crise/>

English translation

4 March 2015

It will soon be a year since I posted on my site ([click here](#)) the numerous initiatives I had come up with in response to the requests and appeals from a substantial number of members of the European Patent Office relating to the disturbing deterioration of social relationships within their organization. I have not expressed myself more elaborately in public since then, but I have nevertheless been keeping in touch by mails, telephone conferences, meetings, and other visits to the French Government as well as the presidency of the EPO, with the aim of contributing to the search for a solution which will bring an end to the crisis which is besetting the organization. Last month, when I went to Munich, I had a meeting lasting close on two hours face to face with the President Benoît Battistelli, whom I would like to thank. I also met with a number of members of the staff, at their request, together or individually. These persons, as well as those who have written to me, have told me of the risk they were taking in communicating with me, and immediately asked me not to reveal their identity for fear of disciplinary sanctions against them.

I cannot conceive, and cannot accept, that communicating with a member of parliament could result in threats, sanctions, and even a wrecked career. Behind the member of staff I see a citizen. All this is symptomatic, unfortunately, of a deleterious social climate. I am familiar with the commercial world, having spent more than 20 years of my life in it. I know that social relations can sometimes be difficult. As well as that, I also know that getting out of a crisis requires from all parties concerned a common willingness to understand the difficulties being encountered, and to find together the means to get back on track. The key is there. I am convinced that an organization operating in an atmosphere which has deteriorated to this extent, characterized by fear and suspicion, and without any prospects other than one bloc against another, in the hope that one of them will end up giving way, is an organization which is doomed not to achieve its aims. This prospect cannot be allowed to be the future of the EPO, of which the role for the European economy, innovation, and employment, is essential, now more than ever.

On my return from Munich I contacted the Minister of the Economy, Emmanuel Macron, and told him how I felt, as well as presenting a series of proposals. I had not originally envisaged making a public statement. It was the ruling by the Court of Appeal at The Hague of 17 February last, and the developments which followed, which caused me to change my mind. It is in fact unknown, or almost so, that the immunity of an international organization should be impugned by a court. How can one not be shaken when a court as important and prestigious as this takes the view that the failure of the system for the resolution of conflicts within the EPO is interpreted as an unacceptable infringement of the fundamental rights enshrined in the European Convention on Human Rights, and therefore leading to the suspension of the immunity of the organization? Such a judgment would merit, at the very least,

with regard both to its expectations and its consequences, a debate between the Member States within the Administrative Council. Nothing of the kind. I was amazed to learn that the President of the EPO had announced to the staff that the organization would not be submitting to the ruling by the Court.

It is time for the Member States to get back in control. The legitimacy of an international organization, and the EPO is no exception, rests on them. When one has lost immunity from jurisdiction, it is futile to invoke despairingly immunity from enforcement. The EPO has been suffering for years from a lack of governance, attributable to the increasing lack of interest by the Member States in any relevant subject, more or less, relating to the separation of power from the elementary rules of checks and balances, in particular with regard to the matter of internal monitoring and control. It has been 15 years since the last meeting of the inter-ministerial conference which is provided for in the statutes of the organization. The present situation means that the holding of such a meeting in the near future is a matter of urgency. That notwithstanding, it should be possible for such a meeting to be held every two years. The conference would establish the framework of action of the EPO, and confer control on the Administrative Council. The power of the major States which are the purveyors of patents should also be enhanced, breaking with the rule of one State – one vote, and moving towards a weighting arrangement of the votes. And in order for the Administrative Council to play its role in a truly active way, a system of incompatibility should be put in place such that the exercise of the Presidency of the Administrative Council becomes incompatible with candidature for the Presidency of the EPO.

To emerge from the present crisis, an independent social audit is required. It is up to the Member States to define the scope, and to assess the content of the decisions which it would be appropriate to adopt in accordance with the recommendations of the auditors. The future of the EPO depends upon this. This is not a matter of personages, or of a referendum on the pertinence of social democracy. An organization, in order to survive, needs concord, dialogue, and decisions agreed, shared, and accepted. Such are, pending the meeting of the Administrative Council of the EPO on 25-26 March, the positions and suggestions which I, as a member of parliament, am taking the liberty of drawing to the attention of the Government of France.

Europäisches Patentamt: Das Ende der Krise – wann?

<http://www.pyleborgn.eu/2015/03/office-europeen-des-brevets-a-quand-la-sortie-de-crise/>

Deutsche Übersetzung

4. März 2015

Vor nunmehr fast einem Jahr berichtete ich auf meiner Website ([hier lesen](#)) über meine zahlreichen Initiativen als Reaktion auf die Aufforderungen und Appelle zahlreicher Beamter des Europäischen Patentamts (EPA) hinsichtlich der beunruhigenden Verschlechterung der sozialen Beziehungen innerhalb ihrer Organisation. Seither habe ich mich nicht mehr öffentlich geäußert, habe jedoch versucht, durch Briefe, Telefonkonferenzen, Treffen und andere Besuche bei der französischen Regierung, wie der EPA-Präsidentschaft, zu der Suche nach einer Lösung beizutragen, die die objektive Krise beendet, die die Organisation durchmacht. Vergangenen Monat wurde ich bei meinem Aufenthalt in München zwei Stunden lang zu einem persönlich Gespräch vom Präsident Benoît Battistelli empfangen, dem ich dafür danke. Ich habe auch einige Mitarbeiter auf deren Wunsch zusammen oder einzeln getroffen. Diese Mitarbeiter, wie diejenigen, die mir geschrieben haben, haben mir alle über das Risiko berichtet, dass sie durch einen Meinungs austausch mit mir auf sich nahmen, und haben mich aus Furcht vor Disziplinarmaßnahmen gegen sie dringend gebeten, ihre Identität nicht preiszugeben.

Ich begreife nicht, und akzeptiere noch weniger, dass der Meinungs austausch mit einem Parlamentarier Drohungen, Sanktionen, ja sogar das Ende einer beruflichen Laufbahn mit sich bringen könnte. Hinter dem Mitarbeiter steht der Bürger. All dies ist leider symptomatisch für ein schädliches soziales Klima. Ich kenne die Welt der Unternehmen, weil ich darin mehr als 20 Jahre meines Lebens verbracht habe. Ich weiß, dass die sozialen Beziehungen zuweilen schwierig sein können. Insofern weiß ich auch, dass eine Beendigung der Krise auf beiden Seiten den gemeinsamen Willen voraussetzt, die bestehenden Schwierigkeiten zu verstehen und gemeinsam Mittel zu ihrer Lösung zu finden. Darin liegt der Schlüssel. Ich bin überzeugt, dass eine Organisation, die in einer so schädlichen Atmosphäre agiert, welche von Furcht und Argwohn geprägt ist, ohne andere Perspektive als die unversöhnliche Gegnerschaft zwischen den Blöcken in der Hoffnung, dass eine der Parteien auf die Dauer nachgeben wird, eine Organisation ist, die dazu verdammt ist, ihre Ziele nicht zu erreichen. Diese Perspektive kann nicht die Zukunft des EPA sein, dessen Rolle für die europäische Wirtschaft, die Innovation und das Arbeitsverhältnis essenzieller ist als je zuvor.

Nach meiner Rückkehr aus München habe ich den französischen Wirtschaftsminister Emmanuel Macron kontaktiert und ihm über mein Empfinden berichtet. Ebenso über eine Reihe von Vorschlägen. Ursprünglich hatte ich eine öffentliche Kommunikation nicht in Betracht gezogen. Die Anordnung des Berufungsgerichts in Den Haag vom 17. Februar d.J. und die darauffolgenden Entwicklungen sind es, die mich zu einer Meinungsänderung veranlassten. Tatsächlich ist es beispiellos oder nahezu beispiellos, dass die Immunität einer internationalen Organisation durch ein Gericht

aufgehoben wird. Wie soll man nicht erschüttert sein, wenn ein so wichtiges und angesehenes Gericht urteilt, dass sich das Versagen des Konfliktlösungssystems innerhalb des EPA in einer nicht akzeptablen Schmälerung der Grundrechte niederschlägt, die in der Europäischen Konvention zum Schutz der Menschenrechte festgelegt sind, sodass es zur Aufhebung der Immunität der Organisation kommt? In Anbetracht seiner Begründungen wie auch seiner Konsequenzen würde ein solches Urteil zumindest eine Debatte der Mitgliedsstaaten innerhalb des Verwaltungsrats verdienen. Aber nichts dergleichen. Ich war bestürzt zu erfahren, dass der Präsident des EPA dem Personal mitgeteilt habe, die Organisation würde sich der Anordnung des Gerichts nicht fügen.

Es ist Zeit für die Mitgliedsstaaten, das Kommando wieder zu übernehmen. Die Legitimität einer internationalen Organisation, und das EPA bildet da keine Ausnahme, liegt in ihren Händen. Wenn die rechtliche Immunität verloren ist, ist es müßig, sich aus Verzweiflung auf die Exekutivimmunität zu berufen. Das EPA leidet seit Jahren unter einem Mangel an Steuerung infolge des zunehmenden Desinteresses der Mitgliedsstaaten für alle Themen, die mehr oder weniger von der Gewaltenteilung und den elementaren Regeln der *Checks and Balances*, insbesondere in Bezug auf Audit und interne Kontrolle, abhängen. Darum hat die in der Satzung der Organisation vorgesehene interministerielle Konferenz seit 15 Jahren nicht mehr stattgefunden. Die gegenwärtige Situation macht es dringend erforderlich, in naher Zukunft eine solche Konferenz abzuhalten. Im Übrigen sollte eine derartige Veranstaltung alle 2 Jahre stattfinden. Die Konferenz würde den Aktionsrahmen des EPA festlegen und den Verwaltungsrat mit der Kontrolle betrauen. Die Macht der großen Patente generierenden Staaten sollte im Übrigen gestärkt werden, wobei mit der Regel "Ein Staat – eine Stimme" gebrochen würde, um zu einer Gewichtung der Stimmen zu gelangen. Und damit der Verwaltungsrat seine Rolle aktiv wahrnimmt, müsste eine Inkompatibilitätsordnung erstellt werden, sodass die Ausübung der Verwaltungsratspräsidentschaft mit einer Kandidatur für die Präsidentschaft des EPA unvereinbar wäre.

Um die aktuelle Krise zu beenden, ist ein unabhängiges Sozialaudit notwendig. Es ist Sache der Mitgliedsstaaten, dessen Anwendungsbereich festzulegen und den Entscheidungsgehalt zu bewerten, der den Empfehlungen der Auditoren zugestanden würde. Die Zukunft des EPA hängt davon ab. Es geht hier weder um Personen noch um ein Referendum über die Relevanz der sozialen Demokratie. Damit eine Organisation überleben kann, bedarf sie des Einklangs, des Dialogs und Entscheidungen, die verstanden, geteilt und akzeptiert werden. Dies sind vor der Sitzung des EPA-Verwaltungsrats am 25.-26. März die Positionen und Vorschläge, die ich als Parlamentarier mir erlaube, der französischen Regierung zur Kenntnis zu bringen.

Wanneer komt er een einde aan de crisis bij het Europees Octrooibureau?

<http://www.pyleborgn.eu/2015/03/office-europeen-des-brevets-a-quand-la-sortie-de-crise/>

Nederlandse vertaling

4 maart 2015

Bijna een jaar geleden schreef ik op mijn website ([klik hier](#)) over mijn initiatieven in reactie op dringende verzoeken en oproepen van een groot aantal ambtenaren van het Europees Octrooibureau (EOB). Zij maakten melding van een verontrustende verslechtering van de sociale betrekkingen in hun organisatie. Hoewel ik me sinds die tijd niet meer publiekelijk over deze zaak heb uitgelaten, heb ik wel geprobeerd via brieven, telefonisch overleg, bijeenkomsten en bezoeken aan zowel de Franse overheid als het voorzitterschap van het EOB, mee te zoeken naar een oplossing die een einde maakt aan de feitelijke crisis waarin de organisatie zich bevindt. De afgelopen maand heb ik in München gedurende bijna twee uur persoonlijk gesproken met de president, Benoît Battistelli, waarvoor ik hem zeer erkentelijk ben. Ook heb ik op hun verzoek verschillende ambtenaren ontmoet, alleen of met meerderen. Deze hebben mij allemaal, net als degenen die mij hebben geschreven, gewezen op het risico dat zij namen door met mij in contact te treden, en mij met klem verzocht hun identiteit niet bekend te maken, uit angst voor disciplinaire maatregelen.

Ik kan niet begrijpen en al helemaal niet accepteren dat het contact met een parlementariër kan uitmonden in bedreigingen, straffen, of zelfs het einde van een loopbaan. Achter elke ambtenaar zit immers een burger. Dit alles is helaas symptomatisch voor het verderfelijke sociale klimaat bij het EOB. Ik ben bekend met de bedrijfswereld, doordat ik er ruim 20 jaar heb doorgebracht. Ik weet dat sociale betrekkingen soms lastig kunnen zijn. Daarom weet ik ook dat het niet mogelijk is uit de crisis te raken als niet aan beide kanten de wil bestaat om inzicht te verwerven in de ondervonden problemen en gezamenlijk te zoeken naar mogelijkheden tot verbetering. Daar ligt de sleutel. Ik ben ervan overtuigd dat een organisatie die functioneert in een dermate verslechterde atmosfeer, gekenmerkt door angst en achterdocht, en met als enige perspectief de frontale tegenstelling in de hoop dat een van beide partijen uiteindelijk buigt, gedoemd is in zijn doelstellingen te mislukken. Dit vooruitzicht mag niet de toekomst zijn van het EOB, wiens rol meer dan ooit van essentieel belang is voor de Europese economie, innovatie en werkgelegenheid.

Terug uit München, heb ik contact opgenomen met de minister van Economische Zaken, Emmanuel Macron, en hem op de hoogte gebracht van mijn indrukken en een aantal voorstellen. In eerste instantie was ik niet van plan de openbaarheid op te zoeken. Maar door de uitspraak van het gerechtshof in Den Haag, van afgelopen 17 februari, en de ontwikkelingen die daarop gevolgd zijn, ben ik van mening veranderd. Het is namelijk zo goed als ongekend dat de immuniteit van een internationale organisatie door de rechter wordt opgeheven. Hoe is het mogelijk dat men niet aan het wankelen wordt gebracht als een zo belangrijk en prestigieus gerechtshof van mening is dat de tekortkomingen van het systeem om conflicten op te lossen binnen

het EOB resulteren in een onaanvaardbare inperking van de grondrechten die zijn ingesteld door het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, en dat daarom de immuniteit van de organisatie moet worden opgeheven? Een dergelijke uitspraak is op zijn minst, zowel gezien de redenen ervoor als de gevolgen ervan, een debat waard tussen de lidstaten die in de Raad van Bestuur verenigd zijn. Maar niets van dat alles. Ik was stomverbaasd toen ik vernam dat de president van het EOB het personeel had laten weten dat de organisatie de uitspraak van het Hof naast zich neerlegde.

Het wordt tijd dat de lidstaten de situatie in eigen hand nemen. De legitimiteit van een internationale organisatie steunt op hen, en het EOB vormt daarop geen uitzondering. Als men de immuniteit van rechtsmacht kwijt is, heeft het geen zin zich uit wanhoop te beroepen op immuniteit van tenuitvoerlegging. Het EOB lijdt sinds jaren onder een onkundig bestuur, te wijten aan de toenemende desinteresse bij de lidstaten voor alle onderwerpen die in meer of mindere mate verband houden met de scheiding van de machten en de elementaire regels inzake *checks and balances*, in het bijzonder op het gebied van audits en interne controles. De interministeriële conferentie waarin het statuut van de organisatie voorziet, is al 15 jaar niet meer bijeengeroepen. De huidige situatie maakt een bijeenkomst in de nabije toekomst urgent. Overigens zou een dergelijke bijeenkomst elke twee jaar moeten worden gehouden. De conferentie zou het kader voor de te nemen acties van het EOB moeten vastleggen en het beheer daarvan aan de Raad van Bestuur moeten toevertrouwen. De macht van de grote staten die de octrooien leveren, zou overigens versterkt moeten worden door te breken met de regel van één stem per staat en over te stappen op een systeem van gewogen stemmen. En om de Raad van Bestuur in staat te stellen zijn rol actief ter hand te nemen, zou er een regeling moeten worden ingesteld die de uitoefening van het voorzitterschap van de Raad van Bestuur onverenigbaar maakt met de kandidatuur voor het voorzitterschap van het EOB.

Om uit de huidige crisis te komen, is een onafhankelijke sociale audit noodzakelijk. Het is aan de lidstaten het te onderzoeken terrein aan te wijzen en te beoordelen in hoeverre de aanbevelingen van de auditors tot besluitvorming moeten leiden. De toekomst van het EOB hangt ervan af. Het gaat hier niet om personen of een referendum over de relevantie van de sociale democratie. Om te kunnen overleven heeft een organisatie behoefte aan eensgezindheid, dialoog en besluiten die worden begrepen, gedeeld en geaccepteerd. Dit zijn, voorafgaand aan de bijeenkomst van de Raad van Bestuur van het EOB op 25 en 26 maart, de standpunten en suggesties die ik als parlementariër onder de aandacht heb willen brengen van de Franse regering.